

La Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle Syndicaliste Communiste

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGÉRIE
COLONIES

Six mois . 16 fr.
Un an . 30 fr.

EXTÉRIEUR

Six mois . 22 fr.
Un an . 40 fr.

ADMINISTRATION & REDACTION

96, Quai Jemmapes, 96

Paris-X^e.

Chèque Postal : *Révolution Proletarienne* 734-99

TROISIÈME ANNÉE — N° 27

1^{er} Février 1927

Prix du numéro 1 50
(Extérieur : 2 fr.)

SOMMAIRE

Le Carnet du Sauvage :

- L'indépendance du journalisme.
— Que se passe-t-il à Shanghai? — Histoires de réintégration P. MONATTE.
- L'art et Mammon A. ROSMER.
- Syndicat ou bureau de bienfaisance P. M.
- La libération de la Chine (*suite et fin*) Le Kuo Min Tang.

PARMI NOS LETTRES

Le chômage au Faubourg. — Syndicats et parlementaires. — Parfait gendelettre.

DANS L'INTERNATIONALE

Lettre d'Angleterre. — Après la grève générale : les responsabilités, les enseignements (UN COMMUNISTE ANGLAIS).

NOTES ÉCONOMIQUES

L'Angleterre f... le camp devant la Chine. — Pour les trois quarts au service de la Finance (R. LOU-ZON).

LA RENAISSANCE DU SYNDICALISME

Minorité et majorité des Fonctionnaires veulent-elles la scission? (M. CHAMBELLAND.) — Le bel exemple de Châlons-sur-Marne.

A TRAVERS LES LIVRES

L'Attaque de Grenelle : les Communistes en 1796, de P. Bessand-Massenet (A. RICHARD). — *The British General Strike*, de Scott Nearing (A. R.). — *La Porte du Sauveur*, d'Etienne Burnet (R. L.).

FAITS ET DOCUMENTS

Les faits de la quinzaine. — Le fascisme et les agrariens — Les cheminots confédérés et l'unité. — Jouhaux et l'immigration.

Le Carnet du Sauvage

L'indépendance du journalisme.

MM. Dumay et Bertrand n'ont pas l'air pressés de s'expliquer sur les accusations portées contre eux depuis plus de deux mois déjà.

Après quelques articles, où ils avaient mis en cause Alexandre Varenne et la Banque de l'Indochine, ils se sont plongés dans un silence gêné, rompu seulement de loin en loin pour fournir quelques explications embrouillées sur la démission de Ferdinand Buisson, et d'Aulard du Conseil politique du *Quotidien*, et pour annoncer la publication toute prochaine d'une brochure.

Constatons que cette brochure qui doit pulvériser toutes les accusations portées contre eux par M. Georges Boris, et démontrer que le *Quotidien* n'est pas tombé sous la coupe des puissances d'argent, tarde beaucoup à voir le jour.

On prête à M. Victor Basch, le président actuel de la Ligue des Droits de l'Homme, ces paroles qu'il aurait prononcées en 1923 : « Laissons la Ligue en dehors de cette affaire du *Quotidien*, cela finira comme l'affaire Rochette. » C'est bien ainsi que paraît devoir finir l'affaire du *Quotidien*. Même si les actionnaires et les obligataires du *Quotidien* rentrent en possession de leur argent, il est des choses qu'ils ne retrouveront pas : l'objet pour lequel ils avaient versé cet argent, leurs illusions, du début, leur espoir de contribuer à la fondation d'un journal honnête et indépendant. Et malheureusement pour la Ligue des Droits de l'Homme, de même que pour la droite du parti socialiste, le *Quotidien* a pu longtemps apparaître comme leur organe officieux.

Un journal qui ne fait pas ses frais ne peut pas être indépendant. Le *Quotidien* en administre une preuve nouvelle. Il est facile de se représenter les diverses phases de sa chute. Après avoir englouti

les millions fournis par « les 60.000 Français et Françaises », M. Dumay s'est retourné du côté des riches bailleurs de fonds à la Hennessy, puis du côté des chefs du Cartel, hommes de gouvernement, qui l'ont sans doute accrédité auprès des grands distributeurs de publicité, les pourrisseurs de la presse moderne. Ainsi, de chute en chute, le *Quotidien* en serait tombé dans le vasselage de la Banque de Paris et des Pays-Bas, la banque chère au parti radical, ne l'oublions pas, et à prendre pour chef de sa publicité financière le second de M. Mignon, le distributeur de publicité de l'Hôtel de Ville et du Comité des Forges.

« Duel de banques », aurait dit, de ce scandale du *Quotidien*, Alexandre Varenne à Vaillant-Couturier. C'est bien possible. Un journal ayant le tirage et l'influence du *Quotidien* pouvait attirer les convoitises. Un journal ayant de tels besoins d'argent devait sembler une proie facile.

Il y a une vingtaine d'années, une histoire tout à fait semblable à celle-là, quoique en plus petit, s'est produite. La mort récente de Victor Charbonnel a dû la rappeler à pas mal de camarades. Charbonnel, Henry Bérenger, Téry, Marguerite Durand avaient fondé l'*Action*, un quotidien anticlérical et socialiste qui avait obtenu un certain succès. Néanmoins, au bout de quelques mois, des difficultés d'argent se produisirent. Et Bérenger en fit entrer qui ne sentait pas bon. Révolte de Charbonnel et de la rédaction. Scandale public. Bérenger et Marguerite Durand s'arrangèrent pour disposer de la majorité des actions à l'assemblée générale de la société de l'*Action*. Charbonnel et ses amis furent chassés du journal. Ils n'eurent que la consolation de raconter ce scandale dans un livre : *Monsieur, Madame et l'Autre*, que le sénateur de la Guadeloupe et l'ex-ambassadeur de France aux Etats-Unis garde évidemment dans sa bibliothèque.

Du chemin a été fait depuis; l'affaire du *Quotidien* elle-même aidera à faire comprendre à quelles conditions un journal peut être indépendant. La première, c'est de ne pas jouer avec la publicité financière. Et l'on s'explique mal que le *Populaire*, fondé ces jours-ci par le parti socialiste, n'ait pas repris purement et simplement la formule que Jaurès avait fini par appliquer à l'*Humanité* : pas de publicité financière d'aucune sorte.

Assurer l'indépendance de sa presse, doit être la règle absolue du mouvement ouvrier. Il lui reste ensuite à utiliser cette indépendance. Ne croyez pas que ce soit si facile.

Que se passe-t-il à Shanghai ?

La Révolution chinoise de 1911 fut étranglée par les gouvernements européens et la République française porte sa large part du crime commis alors contre la jeune République chinoise.

Mais on ne refoule pas indéfiniment un mouvement profond; il parvient toujours à reprendre son élan; la Révolution chinoise a repris le sien. Les gouvernements qui s'unirent en 1911-1912 pour l'étrangler vont-ils pouvoir s'unir à nouveau ? C'est ce que le gouvernement anglais prépare depuis des mois. Il avait même fait annoncer, l'autonne dernier, qu'il y était parvenu et que les puissances étaient d'accord pour une intervention en Chine. Il avait parlé un peu vite. Faut-il voir dans ce premier échec un effet de la politique suivie par les Etats-Unis qui, déjà en 1911, s'étaient désolidarisés de la politique des nations européennes ?

Aujourd'hui, la situation en Chine est présentée comme alarmante pour les nationaux étrangers :

les nouvelles de Chine, lancées d'Angleterre, ont évidemment pour objet de travailler l'opinion et de la préparer moralement à l'intervention.

J'ai eu la curiosité de rechercher quelques informations. Il est un milieu français généralement bien au courant de ce qui se passe en Chine. C'est le milieu « soyeux » de Lyon. Ce n'est pas par hasard que le *Progrès* de Lyon a été longtemps seul à publier les correspondances et les articles de F. Farjenel, qui était bien le Français qui connaissait le mieux les choses de Chine. Malheureusement, il est mort; et ce n'est pas Albert Londres qui peut le remplacer. J'ai donc cherché et trouvé dans la note hebdomadaire du marché de la soie émanant de MM. Chabrières, Morel et Cie, que publie l'*Economiste Français* du 22 janvier, ces renseignements qui me paraissent avoir quelque prix :

« ...Les troubles de Chine ont été le principal élément des conversations cette semaine. Les exportations de Shanghai ne représentent que 15 % de la production mondiale; toutefois Lyon ne peut pas envisager avec indifférence le risque de voir suspendues, ou même entravées, les expéditions de Chine filatures qui jouent un rôle de premier plan dans les emplois de la fabrique française.

...« Shanghai fait preuve d'un sang-froid remarquable dans les circonstances actuelles. NOUS RECEVONS DE NOS CORRESPONDANTS DES DÉPÊCHES QUI CONTRASTENT AVEC LES NOUVELLES ALARMANTES QUE PUBLIENT LES JOURNAUX : on nous avise des expéditions, on fait des propositions à livrer, on cite des cours sans changement. »

Si l'Angleterre voulait seulement maintenir des relations commerciales, quel besoin aurait-elle de bourrer les crânes avec les dépêches mensongères de l'agence Reuter ?

Histoires de réintégration.

— Vous nous l'aviez bien cachée cette histoire de la réintégration de Souvarine dans le Parti !... Paraît que vous étiez dans le fourgon aussi ?

— Puisque la *Correspondance Internationale* a parlé de cette histoire à dix reprises dans son compte rendu de l'Exécutif, il faut bien en parler à mon tour. Je vous avoue qu'il m'a fallu lire tout ça pour croire que c'avait pu être sérieux.

Lorsque Souvarine, à l'époque, m'a parlé de sa possibilité de réintégration, je lui ai dit : « Ce parti ne vaut pas cher, mais s'il acceptait de te réintégrer il vaudrait encore moins que je ne crois. Quoi ? Avant-hier, hier encore, il te traitait de contre-révolutionnaire, et avec lui l'Internationale, et aujourd'hui il te réintégrerait ? »

Non, je n'étais pas dans le fourgon. Humbert-Droz, venu avant le Congrès de Lille, déclara à un camarade qu'il avait mandat de l'Internationale de nous voir, Rosmer et moi. « Tu peux essayer peut-être de voir Rosmer; quant à Monatte, tu perdras ton temps », lui répliqua ce camarade. Humbert-Droz répondit qu'il nous verrait quand même, puisqu'il en avait le mandat. Il repartit sans nous voir ni l'un ni l'autre.

Voilà toute l'histoire. Evidemment elle est suggestive, puisqu'elle montre la valeur qu'il faut attacher à l'épithète de contre-révolutionnaire. En apprenant que des hommes comme Trotsky, Préobrajensky, Zinoviev estiment que Souvarine devrait être réintégré, cela amènera plus d'un membre du Parti à douter de l'infaillibilité des oracles qui se succèdent au 120 de la rue Lafayette.

P. MONATTE.

UN NOUVEAU LIVRE D'UPTON SINCLAIR

L'ART & MAMMON

Dans son dernier ouvrage, *Mammonart*, consacré à l'art et aux artistes, Upton Sinclair écrit : « Tout art est propagande. »

Les lecteurs de la *Jungle* penseront aussitôt que c'est là une définition qui s'applique exactement à lui, Sinclair. La *Jungle*, comme les autres romans qui la suivirent, ne se propose pas seulement la description de certains milieux, l'étude de certaines époques; elle s'assigne ouvertement un but, elle défend une cause.

Mais Sinclair prétend que la définition de l'art qu'il exprime en cette brève formule n'est pas vraie seulement pour lui : elle l'est pour tous les artistes. Car il la complète ainsi : « L'art est universellement et sans évasion possible, propagande; quelquefois inconsciemment, mais souvent délibérément, propagande. »

Depuis quelques années, Upton Sinclair a consacré, à peu près exclusivement, toute son activité à mettre à nu les mensonges qui, en régime capitaliste, s'abritent derrière les grands mots de religion, de culture, d'éducation. *The profits of religion* date de 1919. Puis c'est, en 1920, *The Brass Check* qui « démasque la corruption de la presse capitaliste ». En 1923, *The Goose-Step*, « étude du contrôle de classe des universités américaines », et en 1924, *The Goslings*, « étude des écoles américaines et ce que les puissances d'argent en font ». Les classes dirigeantes contrôlent ainsi toute la pensée, de l'école primaire à l'université. Qu'un maître s'écarte de l'orthodoxie établie et il est aussitôt chassé. La philanthropie des rois de l'acier ou du pétrole égare encore souvent une opinion publique candide et les journaux ne manquent jamais de s'extasier sur la magnificence des établissements d'enseignement d'Amérique. Mais cette générosité n'est pas aussi désintéressée qu'elle en a l'air. Elle ne coûte pas cher à des gens qui, par le monopole de fait, disposent du cours des produits qu'ils vendent et elle ne va pas sans assurer une contrepartie intéressante : elle permet d'étouffer à sa source toute velléité d'indépendance véritable.

Mais l'art ? les artistes ? Ceux-là nul ne peut les enchaîner. Ils ne produisent que selon leur génie ou leur fantaisie. Erreur, affirme Sinclair et aux questions qu'il a déjà posées : « Qui possède les prêtres ? les journalistes ? les professeurs ? » il ajoute celle-ci : « Qui possède les artistes ? » Et voici comment il y répond :

« Ce livre est une étude de l'artiste dans ses relations avec les classes dirigeantes. Sa thèse est que, dès l'aube de l'histoire de l'humanité, le chemin qui mène aux honneurs et au succès dans les arts passe par le service et la glorification des classes dirigeantes, les amusant, les rendant agréables à elles-mêmes et enseignant à leurs sujets et à leurs esclaves à rester sous leur domination. »

Mais le mot artiste, ajoute-t-il, « ne doit pas être pris dans le sens étroit, populaire en Amérique, comme désignant un homme qui dessine pour les magazines; il faut le prendre dans son sens large; l'artiste est celui qui représente la vie d'une manière imaginée, au moyen d'un tableau, d'une statue, d'un poème, d'un chant, d'une symphonie, d'un opéra, d'un drame, d'un roman. C'est mon intention d'étudier les artistes d'un point de vue, autant que je sache, entièrement nouveau; de leur

demander comment ils gagnent leur vie et ce qu'ils font pour cela; de retourner leurs poches et de voir ce qu'il y a dedans et d'où cela vient; de leur poser la question déjà posée aux prêtres et aux prêcheurs, aux journalistes, aux professeurs : qui vous possède et pourquoi ?

« Le livre donnera une interprétation des arts du point de vue de la lutte de classes. Il étudiera les œuvres d'art comme instruments de propagande et de répression, employés par les classes dirigeantes de la communauté; ou comme moyens d'attaque, employés par les classes nouvelles dans leur lutte pour le pouvoir. Il étudiera les artistes qui sont reconnus et honorés par l'autorité critique et leur demandera dans quelle mesure ils ont été les serviteurs du prestige de la classe dominante et les instruments de sa sécurité. Il considérera aussi les artistes rebelles qui ont décliné le service de leurs maîtres et leur demandera ce qu'ils ont dû payer pour leur rébellion. »

L'humanité reste encore aujourd'hui séduite par une conception de l'art entièrement fautive, qui repose sur six grands mensonges qu'il convient de démasquer :

Le mensonge de l'art pour l'art : il conduit à la dégénérescence non seulement de l'art mais de la société elle-même quand il prédomine.

Le mensonge du snobisme artistique : l'art serait quelque chose d'ésotérique, réservé à une élite, hors de portée de la masse. En fait, le grand art a toujours été un art populaire et les grands artistes ont toujours ému et entraîné le peuple.

Le mensonge de la tradition artistique : les artistes devraient suivre les anciens modèles et copier les classiques. Tout véritable artiste crée sa propre technique et la technique actuelle est infiniment supérieure à celle de toute autre époque.

Le mensonge du dilettantisme : l'art ne serait que jeu et diversion pour s'évader de la réalité. C'est là un indice d'infériorité intellectuelle. L'art part de la réalité pour la modifier.

Le mensonge de l'art pervers : l'art est indifférent aux questions morales. Or, tout art s'occupe de questions morales, car il n'y en a pas d'autres.

Le mensonge des riches : la réalisation artistique exclut toute propagande et ne se soucie ni de liberté ni de justice.

Après avoir ainsi déblayé le terrain, Sinclair complète de la manière suivante sa première définition de l'art : « L'art est une représentation de la vie, modifiée par la personnalité de l'artiste dans le but de modifier d'autres personnalités, les incitant à des changements de sentiment, de croyance et d'action. »

Et il entreprend de justifier sa thèse par des raisons d'ordre psychologique, en étudiant la naissance et le développement de l'œuvre d'art, et historiquement, en examinant les œuvres d'art de tous les temps et de tous les pays.

D'abord, l'œuvre d'art est la tentative que fait l'homme pour représenter la réalité; pour lui et pour les autres. Un élément d'ordre social apparaît tout de suite qui ira grandissant; l'artiste voudra communiquer aux autres hommes ses idées et ses émotions. C'est cet élément d'ordre social qui deviendra la cause d'une déformation systématique. Il faut vivre. Il faut vendre au public, à celui qui peut acheter. « La masse des artistes qui ont réussi, dans tous les temps, sont les hommes qui étaient en harmonie avec l'esprit de leur temps et s'identifiaient avec les puissances dominantes. »

« Qui paie pour l'art ? reprend Sinclair. La réponse est qu'à toute période du développement so-

cial, il y a certains groupes qui sont en état de payer pour certains genres d'art. Ces groupes peuvent être grands ou petits, mais ils constituent le public pour un genre donné et déterminent ses qualités et son caractère; qui paie les violons donne le ton. On n'a pas besoin de dire que les Rolls-Royce ne sont pas construites selon les goûts des chiffonniers et des terrassiers; elles sont faites pour plaire à ceux qui peuvent s'offrir des Rolls-Royce. Si la pensée, en ce qui concerne l'art, n'avait pas été aussi complètement faussée, il semblerait que ce soit un axiome de dire que pour comprendre un produit artistique quelconque, il faut comprendre le public qui commande et paie ce produit... Il y a longtemps déjà, je causais avec un capitaine d'industrie qui joue un rôle de premier plan dans la vie politique de New-York. Je parlais de la corruption des juges et il riposta, en souriant : « Nos juges ne sont pas achetés; ils sont choisis. » Il en est exactement ainsi avec nos artistes consacrés; ce sont des hommes qui se tournent vers les classes dirigeantes par instinct et qui servent leurs maîtres joyeusement. »

Mais Sinclair ne veut dissimuler aucune difficulté. Il sait qu'on lui parlera de « beauté pure » et de la joie que peut éprouver l'artiste à s'y livrer, hors de toute idée de propagande. C'est vrai, répond-il, et il y a dans l'art un élément de jeu. Mais l'art n'est un jeu qu'aussi longtemps qu'il reste instinctif. Dès qu'il atteint la maturité et la conscience, il est propagande. Affirmer le contraire, c'est vaine prétention à une jeunesse artificielle. Ayant examiné la question sous tous ses aspects, il estime pouvoir formuler les deux propositions suivantes :

« L'artiste est un produit social; sa psychologie et celle de son art sont déterminées par les forces économiques dominantes de son temps.

« L'artiste consacré d'une époque donnée est un homme qui sympathise avec les classes dirigeantes de cette époque et exprime leurs intérêts et leur idéal. »

Il est, naturellement, impossible, de résumer la très longue et très fouillée exploration historique dans laquelle s'engage alors Sinclair pour fournir sa deuxième preuve. C'est une série de biographies extrêmement vivantes qui conduisent rapidement le lecteur à la dernière des quatre cents grandes pages qui composent ce volume. A. ROSMER.

Après les juges de Roanne, ceux de Reims

Après la tentative d'application de l'interdiction de séjour dans l'affaire Lagresle, voici la tentative d'envoi dans une maison de correction ou quelque chose de semblable, d'un enfant de douze ans.

Le jeune Obin, dont le père est un militant communiste, criait et vendait dans les rues de Reims le journal communiste *L'Exploité*, lorsqu'un agent de police lui demanda son permis de co'portage, l'enfant n'en ayant pas, essaya de s'enfuir mais fut vite rejoint par l'agent qui l'emmena au poste de police. Pendant le trajet, l'enfant se serait débattu et aurait malmené l'agent.

Pour ce crime épouvantable, le 12 janvier, le tribunal de Reims (Jacquier, président, et Loiseau et Canrac, assesseurs) a condamné cet enfant à être envoyé jusqu'à sa majorité à la colonie de Chanteloup. Véritable jugement de Canaques !

Ces juges ont décidé qu'il fallait le « soustraire à l'influence néfaste d'un milieu révolutionnaire ».

Plutôt en faire un apache qu'un révolutionnaire, n'est ce pas ? Ce peut être l'avis de juges féroceement bourgeois. Mais la classe ouvrière partage un autre avis et ses protestations le démontreront.

SYNDICAT ou BUREAU DE BIENFAISANCE

L'autre quinzaine, j'ai parlé de la crise de chômage sans prétendre examiner la question à fond. Mais ce que j'ai dit, j'aimerais bien que Monmousseau le lise — ou ne le déforme pas si cela lui est possible — avant d'y répondre.

Dans la *Vie Ouvrière* du 21 janvier, il écrit que « la tactique des dirigeants réformistes qui s'en tiennent fidèlement aux statistiques officielles est en tout point conforme à celle que préconise Monatte ». Or, si l'on se rapporte à ce que j'ai dit l'on est forcé de s'apercevoir que j'ai démontré au contraire que les statistiques officielles sont fausses. J'ai montré qu'à côté des chômeurs complets, il y avait un nombre infiniment supérieur de chômeurs partiels et qu'en outre beaucoup de chômeurs complets répugnaient à se faire inscrire dans les mairies pour toucher le secours de chômage, fuyant ce qui sent le bureau de bienfaisance.

Bureau de bienfaisance, qu'est-ce que j'avais dit là ! Opposer le Syndicat au Bureau de bienfaisance, vouloir attirer les ouvriers au Syndicat au lieu de les envoyer au Bureau de bienfaisance, n'est ni plus ni moins qu'un crime contre les syndicats, contre la révolution, aux yeux du grand chef des « syndicalistes professionnels ».

Je n'avais pas compris ce qui motivait l'indignation de Monmousseau. Un camarade du Syndicat des Métaux parisiens, le type du syndicat-cobaye du Parti communiste, s'est chargé de me l'expliquer.

— Tu tombes mal, m'a-t-il dit, en demandant que les syndicats s'occupent des secours aux chômeurs. Justement chez nous, où le Syndicat avait une caisse de secours en cas de chômage, les « orthos » veulent la supprimer. Nous n'avons que cent cinquante chômeurs parmi les syndiqués — moins qu'en 1921 où pourtant le Syndicat respecta les engagements que lui fixaient les statuts — mais ce serait encore une charge trop lourde pour la caisse qu'ils ont vidée. Alors, ils suppriment le secours syndical de chômage. Cela ne les empêchera pas, cependant, de vanter le syndicalisme à bases multiples à la première occasion.

J'ai commencé à comprendre. Je veux bien croire qu'en envoyant les chômeurs au Bureau de bienfaisance il y a quelques chances qu'ils y brisent quelques carreaux un jour ou l'autre, et je ne pleure pas les carreaux cassés, sachant très bien qu'il faudra en casser, mais qu'on ne les y envoie pas pour se débarrasser d'eux, pour éloigner du syndicat le souci de leur misère ! — P. M.

LE COLLIER DE PERLES

On ne doit pas oublier que les secours de chômage, actuellement, peuvent à peu près permettre à un ouvrier de vivre sans travailler s'il n'a pas de famille. (*L'Homme Libre*, 17 janvier.)

•••
Nous avertissons Lorient que nous avons autre chose à faire qu'à discuter autour des dieux morts et que nous laissons froidement tomber Lorient, aujourd'hui isolé, sans influence et sans crédit.

MONMOUSSEAU, *Vie Ouvrière*, 21 janvier.

LA LIBÉRATION DE LA CHINE

II

Les principes du Kuo Min Tang

Les principes de notre parti sont au nombre de trois. Ils ont été défendus pendant longtemps par notre chef, le Docteur Sun Yat Sen. Nous avons la conviction qu'aucune saine politique de salut du pays ne peut réussir si elle n'est basée sur ces principes. La réalisation graduelle de notre programme de reconstruction nationale doit se référer constamment à ces mêmes bases. C'est dans cette idée que la récente réorganisation du parti a été décidée et qu'un effort spécial a été fait pour la consolidation et la discipline des membres afin qu'ils défendent de leur mieux ces principes et combattent pour eux jusqu'au dernier.

Ce qui suit est l'essentiel du Manifeste du Docteur Sun du 25 novembre 1923 et de « La Chine d'aujourd'hui et la réorganisation du Kuo Min Tang » distribués pendant la récente conférence.

Une compréhension complète des « Trois principes démocratiques » bien connus a été jugée indispensable à la formation de la politique pour la rédemption de la Chine.

I. — DÉMOCRATIE FOLKLORIQUE OU NATIONALISME.

Le principe de la démocratie nationale du Kuo Min Tang a deux aspects différents.

En premier lieu, et imitant en cela les groupes nationaux de l'étranger, c'est l'émancipation de la nation chinoise et le droit pour elle à sa propre détermination.

Deuxièmement, la reconnaissance de tous les groupes de la race chinoise au sein de la nation chinoise.

a) Le principe de la démocratie populaire a pour but de mettre la Chine sur le pied d'égalité et d'indépendance avec les autres pays du monde. Avant 1911, la Chine était dominée par les représentants d'un seul groupement de race du pays : les Mandchoux; d'autre part, elle était circonvenue par les forces impérialistes des nations étrangères; aussi était-il naturel que le mouvement pour la démocratie populaire ait en même temps pour but la libération du pays du joug pesant des Mandchoux et l'empêchement d'un partage menaçant par les Puissances.

Depuis 1911, le contrôle exclusif des Mandchoux a disparu de la scène, mais l'impérialisme étranger a subsisté.

Le mot alarmant de partage s'est changé en celui plus doux et plus harmonieux de contrôle international; en d'autres termes, les conquêtes politiques et militaires se sont changées en une exploitation purement économique. Quelle est la différence? Le résultat est le même : la lente mais sûre élimination de la Chine comme nation libre et indépendante. Les militaristes ont conspiré pendant longtemps avec les impérialistes étrangers pour exploiter leur propre pays; et la caste capitaliste a

commencé à attendre, d'un œil plein d'espoir, l'écrasement final.

Les conséquences? Arrêt du développement et même ruine de la vie nationale, à la fois politiquement et économiquement; chaque jour la situation devient plus alarmante.

Le mouvement conduit par notre parti, avec ses efforts renouvelés et continus, doit par conséquent avoir pour supports : la classe des intellectuels, des fermiers, des artisans et des commerçants.

Le nationalisme peut avoir une signification pour toutes les classes. Dans le domaine de l'industrie, l'absence de nationalisme donnera lieu à une oppression économique étrangère de plus en plus grande et l'accroissement de la production nationale deviendra impossible.

Dans le domaine du travail, seuls les participants seront soutenus par un sens sévère du nationalisme, leur existence pourra être facilement débarrassée de la conspiration des militaristes et capitalistes, parasites de l'impérialisme.

En dernier lieu, il est alors évident que la majorité du peuple doit concentrer ses forces sur les intérêts qu'elle peut protéger. Un nationalisme sévère, bien que signifiant un impérialisme assez faible, signifiera également une augmentation de la prospérité du peuple; ceci est d'ailleurs prouvé par des faits historiques.

Si nous croyons que le nationalisme est réellement la forme de l'anti-impérialisme véritable, il nous incombe de le prouver en encourageant les efforts pour organiser le relèvement du niveau de vie du peuple travailleur. Il est extrêmement désirable, en outre, que le Kuo Min Tang travaille avec la sympathie et la coopération du peuple travailleur, car l'espoir de voir bientôt une nation chinoise indépendante et libre est encore plutôt faible.

b) Comme il a été vu précédemment, les Mandchoux avaient le contrôle exclusif du gouvernement national. Depuis 1911, après la chute des Mandchoux au rang de simple constituant national, il a été entendu, comme ce fut toujours dans l'esprit du parti, que les groupes de races formant la nation jouiraient de droits égaux.

Mais malheureusement, le gouvernement tomba bientôt aux mains des militaires, ces continuateurs de l'ancien régime, et dans cette atmosphère de monarchie déguisée, cette promesse de la révolution a été étouffée; en conséquence, les groupes de races autres que celui qui dominait ont manifesté de façon répétée leur inquiétude.

Mais le plus malheureux, c'est que ce manque à la promesse a été pris par certains de ces groupes comme une marque de non-sincérité de la part des partisans du Kuo Min Tang.

Depuis lors, il a été nécessaire pour notre parti de solliciter davantage la compréhension sympathique de tous les groupes de races, leur rappelant de temps en temps leurs intérêts communs et la mutuelle bienveillance pour laquelle le mouvement révolutionnaire a toujours travaillé.

Le Kuo Min Tang est maintenant une force et

il sera sage, si le mouvement s'étend, d'arriver à un accord parfait avec tous les groupes de races, de conférer avec eux pour trouver les meilleures méthodes susceptibles de résoudre les différends.

Le Kuo Min Tang déclare formellement reconnaître le droit à tous les groupes de races de Chine de formuler leur propre opinion; et quand le militarisme et l'impérialisme auront été expulsés du pays — conséquence de notre mouvement — nous ferons de notre mieux pour organiser en accord volontaire avec tous les groupes de la race une république de Chine libre et unifiée.

II. — DÉMOCRATIE POLITIQUE.

Le principe de la démocratie politique comme nous le comprenons, aurait deux phases : l'une directe, l'autre indirecte.

Par la dernière, nous entendons le droit de vote.

Par la première, nous entendons les droits d'initiative, de referendum et d'appel. La formule garantissant ces droits doit être définitivement inscrite dans la Constitution, laquelle serait basée sur les cinq divisions du pouvoir; à savoir pouvoirs législatif, judiciaire, exécutif, de sélectionnement et de procédure.

Les principes ci-dessus donneront la possibilité non seulement de faire face aux défauts d'un gouvernement représentatif, mais aussi de corriger les défauts du suffrage.

Pendant que dans d'autres pays modernes, le mécanisme démocratique susnommé est fréquemment détourné au bénéfice exclusif de la classe possédante au détriment du peuple travailleur pour qui le mécanisme fut ostensiblement fondé, le genre de démocratie politique que nous défendons appartient pleinement à la majorité des citoyens et ne sera pas monopolisé par quelques privilégiés. Un point de vue doit être noté. Notre démocratie est totalement différente de la tradition acceptée avant et basée sur la théorie des droits naturels; nous cherchons plutôt à développer un système démocratique pour satisfaire les besoins spéciaux d'une période de reconstruction. C'est seulement à ces groupes loyaux envers la République que les droits politiques, cités plus haut, doivent être conférés; inutile de dire que, pour ceux qui se vendent eux-mêmes aux impérialistes et aux militaristes, de tels droits leur seront retenus.

III. — DÉMOCRATIE ÉCONOMIQUE.

La démocratie économique du Kuo Min Tang consiste en deux parties : 1° égalisation du droit pour tout le pays; 2° réglementation du capital.

Nous regardons le premier principe comme essentiel, parce que l'inégalité économique est primitivement rendue possible par le fait que le domaine foncier est habituellement monopolisé par quelques-uns.

Il est dès lors indispensable que l'Etat fasse des lois pour tout le pays, lois régularisant l'usage des terres, lois réglant les taxes sur la production du pays et la valeur imposée de celui-ci.

La valeur des terres constituant la propriété privée, après avoir été exactement déclarée par leurs propriétaires, sera reportée au gouvernement, lequel fixera les taxes proportionnées à leur valeur; si c'est nécessaire, le gouvernement exercera le droit de propriété. Celui-ci est l'essence de notre conception du respect pour l'égalité du droit de propriété.

Toutes les entreprises, tant aux mains de citoyens chinois que d'étrangers, monopolisant ou assumant des services non en rapport avec les res-

sources financières des entrepreneurs individuels, telles que les industries de la banque ou de l'armement, seront reprises par l'Etat pour que la vie économique de la nation ne se trouve pas sous le contrôle de quelques capitalistes.

Par la réalisation de ces deux principes, la démocratie économique pourra être dite avoir été mise sur le même pied qu'une firme commerciale. Sous ce rapport, un mot concernant les fermiers.

En dépit du fait que la vie économique chinoise est principalement agricole, de toutes les classes de la nation, ce sont les fermiers qui ont le plus souffert. C'est l'idée de notre parti que ces fermiers qui ne sont pas propriétaires de leurs terres et qui ont obtenu en location des terres de culture des riches propriétaires fonciers, ont le droit d'obtenir des fermages de l'Etat de façon à leur permettre de subvenir à leur vie; ils seront en outre favorisés par des facilités d'irrigation et lorsqu'il y aura nécessité, ils seront engagés à acheter et à cultiver les régions les plus isolées du pays afin de ne pas épuiser indûment les terres plus riches.

Aussi, pour ceux que le pressant besoin de capital a forcés à emprunter à des conditions usuraïres, se condamnant ainsi à être des débiteurs toute leur vie, l'Etat établira des agences telles que des banques agricoles, etc., pour donner aux fermiers de l'argent et des vivres.

Dans cette voie, la population agricole pourra se réjouir de son droit inaliénable au bonheur.

Un mot également concernant la classe laborieuse. Si la vie des travailleurs chinois est absolument sans protection, notre parti a la mission de fournir par l'Etat les vivres aux non-occupés, et de créer une législation du travail pour l'amélioration des conditions ouvrières.

Finalement, la démocratie économique comporte aussi un système d'éducation universelle; et la subsistance assurée aux vieillards, aux jeunes, aux malades et aux serviteurs et d'autres mesures qui contribueront au bien-être général de la communauté.

La pauvreté et la misère, si fréquentes parmi les classes des cultivateurs et des ouvriers partout dans le pays, provoquent de grandes inquiétudes et appellent tout de suite, avec une insistance sérieuse, leur émancipation et les sentiments anti-impérialistes doivent être développés parmi ces diverses classes.

Il n'existe aucune raison de douter que le mouvement de reconstruction nationale trouvera l'aide des cultivateurs et des ouvriers. Tel étant le cas, les partisans d'une reconstruction effective, d'une part, et les cultivateurs et ouvriers, d'autre part, doivent s'unir pour combattre leurs ennemis communs : les impérialistes et les militaristes.

Ainsi donc, les partisans d'une reconstruction effective chercheront à assister le peuple dans le but d'accroître leur force économique et les autres seront encouragés à participer activement à la campagne de réorganisation. Il va sans dire que la tâche de notre parti, engagé dans le combat contre les militaristes et les impérialistes, mérite que chacun lui accorde un profond intérêt. En d'autres termes, nous avons un ennemi commun dans les militaristes et les impérialistes; et en opposant à ces derniers cultivateurs et ouvriers, nous achevons en même temps leur émancipation.

En résumé, les cultivateurs et les travailleurs seront les moissonneurs du profit net rapporté par cette lutte contre le militarisme et l'impérialisme.

Tels sont les trois principes démocratiques du Kuo Min Tang.

Le programme politique du Kuo Min Tang

Quoique nous ayons été très occupés par le développement de nos progrès politiques, il n'est pas certain que nous ayons réussi d'une façon assez complète. Dans le présent état chaotique de notre pays, nous ferions bien de mettre notre programme en action sous forme de secours national. C-dessous, nous ajoutons quelques réclamations concrètes, que nous devons désigner comme notre programme politique. Il est à espérer que ces demandes auront l'approbation cordiale de ceux qui placent le bien-être de la nation bien au-dessus des intérêts de quelques personnalités ou de quelques classes.

I. — POLITIQUE ÉTRANGÈRE.

1. — Abolition de tous les traités non basés sur l'égalité des deux parties contractantes.

Dans cet ordre d'idées, l'extra-territorialité, les droits du contrôle étranger et tous les droits politiques exercés actuellement encore par les nations étrangères, doivent être abolis et de nouveaux traités, basés sur le principe d'une reconnaissance mutuelle des droits souverains, doivent être conclus.

2. — Toutes les nations qui abandonneront volontairement leurs droits spéciaux susmentionnés et abrogeront tous les traités méconnaissant la souveraineté de la Chine, seront reconnues par celle-ci comme devant être plus favorisées que les autres.

3. — Tous les autres traités qui empiètent sur les droits nationaux de la Chine, doivent être revisés. Pendant leur revision, un mutuel respect des pouvoirs souverains des contractants doit être reconnu comme principe fondamental.

4. — La dette extérieure chinoise doit être garantie et remboursée, dans les limites de la sécurité politique et industrielle.

5. — Toutes les dettes extérieures chinoises qui ont été négociées par les gouvernements non responsables, tel que le gouvernement de Pékin parvenu au pouvoir en octobre 1923, et n'ont pas servi à l'avancement du bien-être du peuple, mais au contraire pour le maintien d'honneurs personnels et d'offices et la continuation des guerres civiles, ne sont pas garanties. Le peuple chinois n'est pas responsable du paiement de telles dettes.

6. — Réunion d'une convention nationale, à laquelle tous les groupes professionnels des provinces (tel que les associations bancaires et les chambres de commerce) doivent être attachés, pour trouver les moyens de consolider la dette extérieure de la Chine, lui permettant ainsi d'échapper à l'état de semi-indépendance dans lequel elle a été plongée.

II. — POLITIQUE INTÉRIEURE.

1. — Nous ne sommes pas partisans d'une centralisation ni d'une décentralisation extrêmes. Une situation moyenne est à préférer. Tout ce qui concerne la nation doit, en général, appartenir au gouvernement central; tout ce qui concerne les intérêts de localités particulières incombe aux gouvernements locaux en question.

2. — Les peuples des différentes provinces ont le droit de faire leurs propres constitutions provinciales et d'élire leurs propres gouverneurs. Mais il doit être entendu que ces constitutions provinciales

ne doivent pas être en conflit avec la Constitution nationale.

Les gouverneurs sont d'une part les administrateurs des droits du gouvernement propre à leur province respective et d'autre part les représentants du gouvernement central, duquel ils reçoivent des ordres pour l'administration des affaires nationales.

3. — Reconnaissance du Ibsien comme unité de self-gouvernement. Les habitants d'un tel Ibsien ont le droit d'élire directement et de révoquer les fonctionnaires aussi bien que le droit d'initiative et de referendum.

Tous les impôts proviennent des terres, accrus des valeurs foncières, des produits des terres publiques, revenus dérivant de l'utilisation des eaux et forêts, recettes provenant des mines et de la force hydraulique — tout ceci revient au gouvernement local qui doit les employer pour administrer les affaires locales, subventionner les institutions donnant des soins aux enfants, aux vieillards, aux pauvres et aux infirmes, aider ceux qui souffrent des famines ou d'autres désastres naturels et développer l'hygiène et le bien-être publics.

Quand la capacité financière du Ibsien sera insuffisante pour exploiter ses ressources naturelles ou pour supporter le poids des entreprises industrielles et commerciales, le pouvoir central lui donnera l'aide nécessaire. Les profits nets seront alors également répartis entre le gouvernement central et le gouvernement local.

Chaque Ibsien aura à donner un certain pourcentage de ses recettes à la trésorerie du gouvernement central, le minimum et le maximum d'une telle contribution étant limités à 10 % et 50 % respectivement.

4. — L'abolition des lois électorales existantes, basées sur la propriété comme critérium, et promulgation du suffrage universel.

5. — Reconnaissance des droits du peuple à s'assembler, à s'organiser, à exprimer ses pensées par des discours ou par des écrits, à résider où il lui plaît, et à jouir de la liberté de conscience.

6. — Transformation graduelle du présent service militaire mercenaire par la conscription. En même temps, il sera donné une grande attention au développement des conditions économiques des officiers non commissionnés et des soldats et aussi à leur position légale; entraînant à l'agriculture et aux vocations des soldats, qualification plus stricte et plus spécifiée des officiers ainsi que la revision de la procédure des congés.

7. — Coopération avec le monde industriel, réhabilitation des oisifs et des vicieux en les faisant de nouveau des facteurs sociaux de production.

8. — Elaboration des lois réglant le cours de la rente, urbaine et rurale, et prohibition des surcharges et des fraudes; abolition des Likin, etc., incluses.

9. — Maintien du cens. Conservation des terrains arables, régularisation de la production et de la consommation des produits agricoles garantissant ainsi l'égalité de distribution et de suffisance de la nourriture.

10. — Amélioration des communautés agricoles et de la vie rurale.

11. — Législation du travail; développement des conditions de vie des travailleurs; protection et encouragement des organisations travaillistes.

12. — Reconnaissance du principe de l'égalité des sexes au point de vue légal, économique, éducatif et social et soutien du mouvement féministe.

13. — Education universelle basée sur le principe de l'individualité; réorganisation du système d'éducation; accroissement et protection des fonds scolaires.

14. — Elaboration de lois foncières, de lois régularisant l'emploi des terres, de lois concernant l'imposition des produits terriens et de la valeur du terrain.

La valeur des terrains appartenant aux particuliers, ayant été justement évaluée par leur propriétaire, le gouvernement lèvera les taxes proportionnelles à cette valeur, mais si c'est nécessaire, le gouvernement exercera son droit de propriété suprême.

15. — Toutes les entreprises qui prennent la forme d'un monopole ou bien prennent des proportions non en rapport avec les ressources financières des entrepreneurs, telles que la construction de chemins de fer et les industries maritimes, seront reprises et administrées par l'Etat.

Le programme ci-dessus constitue le minimum indispensable de la plate-forme de notre parti et marque une étape du salut de la Chine.

Le KUO MIN TANG.

Parmi nos Lettres

Le chômage au Faubourg.

Parmi les corporations les plus frappées par le chômage, il faut ranger celle de l'Ameublement. De Groote nous montre l'étendue de la crise au faubourg Antoine dans la lettre suivante :

L'ameublement est une industrie exportatrice par excellence, surtout depuis la guerre. La centralisation industrielle, conséquence logique du machinisme, a divisé le Faubourg en deux parties distinctes. D'une part la fabrication du meuble d'art, avec ses vieilles routines, dans le Faubourg proprement dit; et d'autre part, la fabrication de la série, de la camelote, dans le quartier de Charonne.

Cette dernière partie est la plus touchée par le chômage, dans les périodes de grande crise.

Dans le meuble de série qui est exporté, on accuse une proportion d'au moins 70 % de chômeurs, pour toutes les corporations, et dans le meuble d'art 15 à 18 %.

Dans le beau travail, les commandes sont souvent passées à très longue échéance; au fur et à mesure que les ouvriers finissent le travail qu'ils ont commencé, ils sont congédiés. Détail symptomatique, les patrons craignent ou envisagent la baisse, car ils font finir les commandes en cours le plus rapidement possible. C'est ainsi que l'autre soir, je suis allé avec des camarades ébénistes, faire un « décalage » (c'est ainsi que l'on nomme l'action directe et violente) dans une maison où le patron avait demandé à ses ouvriers de passer la nuit, afin de livrer la commande le lendemain. Il leur avait dit au préalable, que ce travail terminé ils pourraient ramasser leurs outils. C'est pourtant une maison où les 8 heures ont toujours été le plus respectées.

Les faillites sont nombreuses et il est fort probable qu'elles le seront encore plus d'ici quelques semaines, car la hausse du franc influe sérieusement sur le marché des bois. Les patrons qui ont stocké, et ils sont nombreux, sont dans le pétrin, car ils avaient tablé sur la hausse continue.

Les corporations les plus touchées sont : la sculpture 50 %, l'ébénisterie 30 %, le tournage 60 %, et

surtout les scieries qui presque toutes sont fermées ou ne travaillent que deux ou trois heures par jour. Ces dernières sont toujours touchées les premières, car elles font le travail à façon pour les fabriques de meubles qui n'ont pas encore de machines, et c'est la majorité. Lorsque les scieries reprendront, cela ne vaudra pas dire que les ébénistes auront tout de suite du travail, parce que, avant que l'on ne donne les bois à l'ouvrier pour le montage du meuble, il se passe un laps de temps assez long pour l'usinage des dits bois. C'est comme si l'on disait, toutes proportions gardées, que les hauts fourneaux sont éteints.

Raveau exagère stupidement dans l'*Humanité* de jeudi lorsqu'il annonce 20.000 chômeurs complets, mais Fayet sous-estime la situation lorsqu'il n'en déclare que 4.000. Si l'on tient compte du nombre de corporants de toutes spécialités : ébénistes, sciens, découpeurs, mouluriers, tourneurs, sculpteurs, etc., qui peut atteindre approximativement 50.000, on peut évaluer à 20 ou 25 % de chômeurs complets, soit 10.000 à 12.000 ouvriers. Le reste voit ses heures considérablement réduites.

Si je ramène la proportion à 25 % alors qu'au début de cette note j'annonce 70 % pour Charonne, c'est que ce quartier emploie beaucoup moins d'ouvriers que le Faubourg et qu'à côté il y a des corporations qui ne sont presque pas touchées.

Il faut retenir aussi une particularité assez curieuse. Les patrons français licencient et boycottent les ouvriers étrangers et les patrons étrangers rendent la pareille aux ouvriers français. Mais comme les industriels ou artisans étrangers sont la majorité, il y a donc plus de chômeurs français, ce qui réveille chez eux les sentiments xénophobes qu'ils semblaient avoir perdus depuis quelques années.

Aussi, il y a là un sérieux danger auquel il faudra pallier avec le maximum de prudence et de souplesse, afin de ne pas voir nos organisations syndicales se désagréger.

Syndicats et parlementaires.

Un camarade nous adresse les remarques suivantes :

La Fédération de l'Enseignement, pour faire mouser le communisme, a l'habitude maintenant quand elle envoie une délégation au ministère d'y mettre Baroux, instituteur et... député communiste.

Cela fait naturellement tout à fait les affaires du ministre qui ne demande que cela : traiter par l'intermédiaire des députés, le grand principe de l'Etat bourgeois étant que c'est le député qui est le « représentant du peuple », et non le Syndicat.

Grâce à la présence de Baroux, c'est un député accompagné de délégués que Herriot reçoit, et non la Fédération de l'Enseignement; la preuve c'est que Herriot, quand il a une réponse écrite à fournir par la suite, c'est toujours à Baroux, au député, qu'il déclare qu'il l'adressera, et non au secrétaire de la Fédération (voir par exemple dans l'*Emancipation* du 2 janvier 1927 le compte rendu de la délégation du 17 novembre au sujet de l'affaire Julliot).

C'est ainsi qu'on esquive de part et d'autre la question de la reconnaissance des syndicats comme seuls représentants qualifiés de la corporation.

Parfait gendelettre.

Un camarade attire notre attention sur un petit fait qui peint à merveille Maurice Wullens :

Avez-vous remarqué dans les *Humbles* de décembre ce paragraphe de la note par laquelle Wullens demande des souscripteurs à son livre « Paris-Moscou-Tiflis » :

« Les souscripteurs inscrits avant le 1^{er} février 1927 verront LEUR NOM MENTIONNÉ à la fin de l'ouvrage. Ils recevront chacun un exemplaire numéroté et dédicacé. »

Faut-il être gendelettre pour avoir une pareille idée !

LETTRE D'ANGLETERRE

APRES LA GREVE GENERALE

Les responsabilités.
Les enseignements.

L'« enquête » longtemps attendue sur la grève générale a eu lieu. Durant les huit mois pendant lesquels nous avons été tenus dans l'attente, le Conseil général nous a constamment demandé de garder le silence jusqu'au jour où nous aurions tous les faits devant nous. « Si seulement vous saviez !... » était son refrain, mais on ajoutait aussitôt que les révélations concernant les mineurs, en particulier, étaient si graves qu'aussi longtemps que durerait le lock-out il ne serait pas possible de parler. Maintenant, l'enquête a été faite, on connaît tout. Bien que la Conférence qui vient de se réunir ait été privée, tant de délégués y participaient que le secret n'a pu être gardé.

Les terribles révélations se réduisent à ceci : absolument rien. Pas un seul fait ne fut mis au jour qui n'était déjà connu.

La conclusion est qu'on ne peut endosser ni l'attitude des mineurs ni celle du Conseil général. La thèse de l'Internationale communiste et aussi, naturellement, du Parti communiste britannique est, comme on pouvait s'y attendre, que les mineurs n'ont eu aucun tort et que tout le mal doit être rejeté sur le Conseil général. Cette vue a l'avantage d'être simple et de pouvoir être comprise par les demi-idiotés tels que les dirigeants communistes. La subtilité de pensée qui caractérise Lénine a complètement disparu et la presse communiste s'est consacrée à développer cette thèse simpliste, l'ornant, comme d'ordinaire, de grossiers mensonges au sujet du rôle joué pendant la grève par le Parti communiste.

Ce qui s'est passé en fait semble être le résultat des méthodes traditionnelles touchant la désignation des fonctionnaires dans les trade-unions, qui aboutissent le plus souvent à mettre en place des hommes âgés et inférieurs aux tâches que créent des situations nouvelles. Ni la Commission exécutive des mineurs, ni le Conseil général ne se sont préoccupés de réfléchir sérieusement aux problèmes posés par le conflit et, en conséquence, ils ont patangé jusqu'au jour où ils se sont trouvés dans une position désespérée, où la solution la plus comode était un effondrement.

La grève générale fut envisagée de deux points de vue entièrement différents. Le Conseil général lança l'ordre de grève parce que les mineurs étaient contraints d'accepter des réductions de salaires avant que les négociations aient commencé. Il le fit pour obtenir un accord sur la base du rapport de la Commission d'enquête, c'est-à-dire selon les principes capitalistes impliquant : a) le sacrifice de l'intérêt particulier des propriétaires de charbonnages aux besoins capitalistes généraux (« intérêt général », « bien public », etc.); b) une réduction notable des salaires atteignant surtout les mineurs les mieux payés.

Les mineurs, eux, considéraient la grève générale simplement comme le moyen d'empêcher les propriétaires de toucher soit aux salaires, soit à la journée de sept heures. Ces différences de conceptions ne furent jamais exposées à la masse, qui adopta le point de vue des mineurs. Ni le Conseil

général ni la Commission exécutive des mineurs n'essayèrent sérieusement de concilier ces vues divergentes.

La Commission exécutive des mineurs remit la direction du mouvement au Conseil général, mais avec des déclarations si ambiguës que personne ne savait (et personne ne cherchait à savoir) si le Conseil avait l'absolu contrôle ou s'il était lié à ne négocier que dans les limites du programme des mineurs.

Aussi, dès que les négociations officieuses s'engagèrent avec le gouvernement, le conflit surgit. A ce moment, les mineurs firent exactement le jeu de J.-H. Thomas, le seul traître certain parmi les chefs trade unionistes. Ils refusèrent de négocier ou de faire des concessions à ceux qui, après tout, étaient leurs alliés dans la bataille. Ils couvrirent d'injures tous ceux qui les engagèrent (à tort, sans doute) à accepter le mémorandum Samuel. Au lieu de soumettre des propositions conçues et préparées par eux, ils se bornèrent à chercher refuge derrière la masse, sachant bien que toute conférence de mineurs n'ayant pas une pleine connaissance de la situation et de toutes les intrigues répondrait par le « non » désiré. Ils ouvrirent ainsi les portes toutes grandes devant le Conseil général qui pouvait dès lors s'échapper, au lieu de s'efforcer de les tenir closes — ainsi que le voulaient Cook et quelques membres du Conseil. Le Conseil général se déroba, parce qu'il n'avait pas voulu faire l'effort de pensée nécessaire pour embrasser la situation dans son ensemble; la Commission exécutive des mineurs demeura expectante dans son isolement pour la même raison.

Nous aurons sans doute des thèses pompeuses et ennuyeuses attribuant la débâcle à la pseudo-gauche, au Parti communiste, à J.-H. Thomas, à la force gouvernementale, etc.

Hélas ! il ne s'agit de rien de cela. La raison fut : l'incompétence totale des leaders due au mode traditionnel d'élection qui aboutit à laisser en place les mêmes « hommes éprouvés ». — UN COMMUNISTE ANGLAIS.

Londres 22 janvier 1927.

LIGUE SYNDICALISTE

QUATRIÈME CAUSERIE

Mercredi 9 Février

à 20 h. 30

LES SYNDICATS EN RUSSIE

par N. LAZAREVITCH

Cette causerie sera faite
salle Rouillard (vins-tabacs),
rue Dupetit-Thouars, n° 6.
Métro : République ou Temple.

Invitation cordiale à tous les lecteurs de la
Révolution Proletarienne.

NOTES ÉCONOMIQUES

L'Angleterre f... le camp devant la Chine.

C'est une grande date que cette journée du 4 janvier dernier, à la fin de laquelle le capitalisme britannique a capitulé devant la Jeune Chine, abandonnant presque sans résistance l'un de ses anciens et de ses plus profitables privilèges, la concession d'Hankéou.

Rappelons en deux mots ce dont il s'agit.

Depuis que l'Angleterre ouvrit de force par la « guerre de l'opium » le territoire de la Chine à l'opium des Indes (1842), une série de traités imposés par la violence obligèrent la Chine à consentir en faveur des différentes Puissances européennes des privilèges exorbitants, qui firent que les Chinois ne sont plus maîtres chez eux. C'est non point le Chinois, mais l'Anglais, le Français, le Japonais, qui, sur tout ou partie du territoire chinois, règne et commande.

Les deux plus importants de ces privilèges sont celui relatif aux douanes, et celui relatif aux « concessions ».

Par le premier, l'Etat chinois est dépouillé du droit de fixer ses droits de douanes, ce sont les Puissances européennes qui les fixent. La Chine ne peut protéger son industrie naissante contre la concurrence des industries établies de l'Europe que dans la mesure où cette dernière consent à le lui permettre.

Le second privilège consiste en ce que les « grandes Puissances » se sont fait donner dans les principales villes chinoises, en particulier dans les ports, la concession de quartiers entiers, souvent extrêmement étendus, dans lesquels la Puissance concessionnaire exerce seule tous les attributs de la souveraineté, l'Etat chinois n'y ayant plus aucun droit. Police, Justice, Travaux publics, etc., tout cela y est exclusivement du ressort des agents de la Puissance étrangère qui a la concession; il est interdit à tout fonctionnaire de l'Etat chinois d'y exercer quelque attribution que ce soit. Il y a donc ainsi, à côté de la ville chinoise proprement dite, soumise aux autorités chinoises, une ville anglaise, une ville française, etc., qui comprennent, à côté de quelques centaines ou de quelques milliers d'Européens tout au plus, des dizaines de milliers, voire des centaines de milliers de Chinois, mais dans lesquelles l'Etat chinois est dépourvu de tout pouvoir, même à l'égard de ses propres nationaux. On conçoit quelles bases formidables un tel régime assure à l'impérialisme des Puissances occidentales.

Or c'est cette base formidable, et celle située dans une ville aussi importante que Hankéou, centre de distribution des marchandises pour presque toute la Chine (1), que l'Angleterre vient d'abandonner sans combattre. Alors qu'il y avait des bateaux de guerre anglais sur le fleuve, face à la ville, alors que sur terre, dans la concession, se tenaient de fortes compagnies de fusiliers marins, pourvues d'armes, de munitions et retranchées, il a suffi d'une foule chinoise sans armes, lançant des pierres, pour qu'Albion l'orgueilleuse cède, pour que le Consul britannique abandonne le territoire confié à son autorité, pour que, — suprême humili-

tion ! — le Gouvernement chinois de Canton, ayant pris possession de la Concession, les troubles y cessent aussitôt, et que les sujets britanniques y puissent, à partir de ce moment, vaquer en toute sécurité à leurs occupations, les autorités chinoises garantissant leurs biens et leur vie. Là où l'Anglais était maître du Chinois, il devenait du jour au lendemain son protégé.

Or, il ne s'agit certainement point là d'un simple épisode, d'un revers momentané qui sera demain réparé. Les forces anglaises concentrées à Hankéou étaient sans aucun doute largement suffisantes pour tenir tête à l'émeute; si elles ne l'ont point fait, c'est qu'il s'agit d'un abandon définitif. L'émeute n'a été que le prétexte, l'occasion pour ficher le camp; la vraie raison est qu'entre la Chine et l'Angleterre, la balance générale des forces, de cet ensemble de forces qui déterminent la puissance d'un Etat, n'est plus en faveur de l'Angleterre. La Chine a acquis un développement suffisant pour qu'il ne soit plus possible de la maintenir en tutelle. Que, selon sa politique traditionnelle, le capitalisme britannique tente demain de reprendre jésuitiquement ce qu'il a abandonné aujourd'hui ouvertement, qu'il essaie aussi de sauver coûte que coûte certains restants de ses privilèges, c'est possible, mais l'abandon d'Hankéou n'en doit pas moins être considéré comme le prélude de l'abandon définitif de toutes les concessions par l'Angleterre, d'abord, et par les autres Puissances ensuite.

Cette date du 4 janvier 1927 est une grande date; elle marque le début de l'émancipation de la Chine.

Pour les trois quarts au service de la Finance.

A quel point le parti radical est sous la domination de la finance, la récente élection du président du Sénat le montre une fois de plus.

Au groupe radical du Sénat (*Gauche démocratique*), trois membres sollicitaient d'être candidat du Groupe à la présidence. Deux d'entre eux étaient des politiciens d'affaires ultra-caractérisés : Doumer, homme lige de la Banque d'Indochine, administrateur d'un grand nombre de sociétés, dont certaines, comme le *Crédit Français*, dont il fut le président du Conseil d'administration, sombrèrent en des krachs fort peu reluisants, — et Clémentel, le courtier de Bergougnan, très mêlé en outre à des tas d'affaires, notamment de phosphates et de superphosphates (groupe du *Montecatini*, le Saint-Gobain italien). Par contre, le troisième candidat, Jeanneney, n'appartient, que je sache, à aucun Conseil d'administration; tout au contraire, il s'est fait une spécialité de surveiller les agissements des Compagnies françaises de chemins de fer, premiers-nés du capitalisme financier : il fut le seul au Sénat à attaquer à fond en leur temps les dernières conventions scélérates.

Or, voici quels furent les résultats du vote de la *Gauche démocratique* : Doumer obtint 49 voix, Clémentel, 37, et Jeanneney, bon dernier, 24. Ainsi, sur 110 sénateurs radicaux qui prirent part au vote, 86 votèrent pour des sénateurs d'affaires, des « requins » archi-connus, et 24 seulement contre. C'est exactement la proportion dans laquelle le parti radical est inféodé à la finance : il l'est pour plus des trois quarts. — R. LOUZON.

P.-S. — Dans le numéro précédent, j'ai parlé, dans la note sur les chaudières, de l'*Union d'Electricité*. C'est *Compagnie Parisienne de Distribution d'Electricité* qu'il faut lire.

(1) Pour plus de détails sur l'importance d'Hankéou, voir la *Révolution Proletarienne* d'octobre dernier.

LA RENAISSANCE DU SYNDICALISME

MINORITÉ & MAJORITÉ des Fonctionnaires veulent-elles la scission ?

En venant assister au Congrès de la Fédération des Fonctionnaires, le 24 décembre dernier, je me demandais si j'allais y avoir le spectacle de la scission.

Pourquoi pouvait-on se poser pareille question ? En quoi le fait que le Congrès avait à se prononcer sur une proposition d'adhésion à la C. G. T. pouvait-il laisser prévoir une cassure de la Fédération ?

Côté majoritaire, aucun doute possible. L'adhésion à la C. G. T. Lafayette était proposée dans l'espoir à peine dissimulé de voir la minorité se cabrer et refuser de suivre la majorité à la vieille C. G. T. Neumeyer écrivait cette phrase dans son rapport sur l'orientation :

« Les divisions entre la minorité et la majorité sont devenues si accentuées qu'aucune unité d'action entre ces deux éléments n'existe plus à l'heure actuelle. » (*Tribune du Fonctionnaire*, 20 nov.).

De là à dire que la minorité ne pouvait plus rester dans la Fédération, il n'y avait qu'un pas. Ce pas, le Congrès devait, dans l'esprit de la majorité, le franchir en votant l'adhésion à la C. G. T.

Que disait la minorité ? Par la plume de deux de ses leaders, elle donnait clairement à entendre qu'elle n'accepterait pas de suivre la majorité rue Lafayette. Rouvreau, des Géomètres du cadastre, avait écrit :

« Que se produira-t-il ?

« Après comme avant cette adhésion, la forte minorité que nous sommes continuera de lutter pour l'unité syndicale.

« Or, avec la fameuse motion dite « de discipline » du mois d'août 1925, nos syndicats se trouveront exclus d'eux-mêmes. Exclue de la C. G. T., ils le seront en même temps de leur fédération.

« Nous aurons alors, bien malgré nous deux fédérations de fonctionnaires, deux syndicats adverses dans chaque administration. » (*Humanité*, 24 novembre.)

Deux jours après, Boursicot, des Indirectes, écrivait dans la *Vie Ouvrière* :

« A force de voir une majorité les suivre à la baguette, ils (les membres du Bureau) en sont arrivés à considérer leurs adhérents comme un troupeau bêlant mais craintif que le moindre coup de houlette dirige selon leur bon plaisir.

« C'est pourquoi ils sont persuadés qu'ils lui feront sauter le pas devant lequel ils viennent de l'amener.

« — Voire, dirait Panurge — un connaisseur — car ils pourraient bien sauter seuls. »

On ne pouvait mieux annoncer la cassure.

Le Parti communiste voulait-il une Fédération à lui ?

J'avais beau chercher, je ne pouvais trouver d'autre explication à l'attitude de la minorité que l'explication suivante : le Parti communiste manœuvre en vue de la constitution d'une Fédération nouvelle, placée sous son influence, d'une Fédération à lui.

A la fin de la première séance du Congrès, dans la salle même du Congrès, où seuls les délégués et la presse avaient accès, je fis la rencontre d'un militant influent de la C. G. T. U. et du Parti communiste, qui, je dois le dire, m'est apparu comme l'agent de liaison entre ce parti et la minorité.

Je posai à ce camarade la question qui m'inquiétait : « La scission se produira-t-elle ? »

Il me répondit que la scission était inévitable, le gouvernement ayant besoin de renforcer par les Fonctionnaires la droite de la C. G. T., et il m'apparut comme faisant lui aussi bon marché de l'unité de la Fédération.

L'idée que je lui soumettais de rester à tout prix dans la Fédération le surprit comme une solution à laquelle il n'avait pas du tout pensé.

Rester à tout prix dans la Fédération, même à la vieille C. G. T., c'était pourtant, du point de vue syndical, comme du point de vue révolutionnaire, la seule tactique juste.

La seule voix unitaire.

La scission ne s'est pas produite au Congrès.

La minorité avait-elle rectifié son tir ? Elle parut désarmée, s'arrêtant sur la pente où elle avait glissé, poussée par le Parti, mais n'osant pas remonter cette pente, et criant bien haut sa volonté de rester coiffe que coiffe dans la Fédération.

Ce n'est que bien mollement qu'elle a défendu la position d'autonomie de la Fédération. Elle s'est bien plus préoccupée de faire le procès du réformisme de la vieille C. G. T. alors que ce réformisme-là, tous les fonctionnaires, dans leur ensemble, en sont imprégnés.

Je n'ai pas rêvé, j'ai bien entendu Chauvin, orateur minoritaire, délégué d'Ille-et-Vilaine, déclarer tout bonnement que la seule action possible pour les fonctionnaires était l'action électorale. Par ailleurs, un délégué de Châlons-sur-Marne m'expliquait son opposition à l'adhésion par le fait qu'il n'obtiendrait pas de ses adhérents le versement des cotisations qu'imposera l'adhésion.

Non, Piquemal, c'est une illusion de croire que les fonctionnaires sont venus à l'esprit révolutionnaire et qu'ils sont à la gauche de la vieille C. G. T. Il y avait autre chose qu'un truc de Congrès dans l'exposé de Neumeyer quand il donna lecture de vos articles de 1919-1920. Il y avait un rappel à la réalité, et la réalité c'est que les fonctionnaires, dans leur ensemble, sont encore loin du syndicalisme ouvrier, du syndicalisme des syndiqués confédérés, comme du syndicalisme des syndiqués unitaires. En faisant le procès du réformisme de la vieille C. G. T. vous sembleriez plutôt indiquer au Congrès que la place des fonctionnaires y était désormais marquée.

Il me semble que la tactique de l'opposition dans ce débat était de faire la démonstration de la nécessité et de la possibilité de l'autonomie et de l'unité fédérale. Sans doute cette tactique n'a pas été celle de l'opposition parce que l'opposition comme la majorité ne croyait plus ni à cette nécessité, ni à cette possibilité.

Je souhaite me tromper, mais cependant j'ai remarqué qu'il ne s'est trouvé qu'un orateur non catalogué minoritaire ou majoritaire, Carréga, du Var, pour clamer : « Mais la minorité nous est utile ! Mais la minorité nous est nécessaire ! Si nous ne faisons pas tout pour la conserver, ce

serait la mort de la Fédération. Les deux tendances peuvent exister; elles ne sont pas inconciliables. »

N'est-ce pas symptomatique que la seule voix véritablement unitaire de ce Congrès ait été celle-là ?

Que va-t-il se passer ?

Je ne crois donc pas que tout danger de scission soit écarté. Il reste aujourd'hui à matérialiser l'adhésion, et cela suppose que tous les syndicats décideront, dans leurs assemblées et congrès, d'appliquer la décision fédérale. Tous le feront-ils ?

Piquemal affirme maintenant — un peu tard — que la minorité ira à la C. G. T. Mais il le fait au moment même où une section, la section du petit personnel du Ministère des Finances, quitte la Fédération. Ce départ se produit, c'est entendu, en signe de protestation contre l'exclusion de Novaro, secrétaire de la section, mais un tel départ n'est tout de même pas le moyen de lutter contre les mesures d'exclusion. Il aurait fallu, bien au contraire, que cette section demeurât dans la Fédération, où elle aurait poursuivi sans se lasser la lutte pour la réintégration de l'exclu. En partant, elle laisse le champ encore plus libre.

Piquemal affirme que la minorité ira à la C. G. T., mais tous les syndicats de l'opposition se prononceront-ils dans son sens, après avoir caressé l'espoir de former une Fédération nouvelle où ils seraient la majorité au prix d'une scission ?

La question reste posée.

On ne revient pas en un jour d'une erreur aussi grossière que celle qui fut commise par la minorité à la veille de ce Congrès. Des articles comme ceux de Rouvreau et de Boursicot ont fait germer chez les militants des syndicats d'opposition l'idée que « tout était fini avec les bourgeois de la rue de Poitiers ». C'est maintenant Piquemal qui « renverse la vapeur » et qui dit que non, tout n'est pas encore fini. Un tel changement ne va pas sans heurts. On peut même se demander s'il ne se produit pas trop tard.

La majorité fédérale devra une fière chandelle au Parti communiste, sous l'inspiration de qui la minorité s'était placée, ce qui n'a abouti qu'à saboter le redressement de la Fédération.

Car un redressement de la Fédération était absolument nécessaire. Le réquisitoire de Danglard le montrait vigoureusement. Mais l'opposition — conduite par la Commission syndicale du Parti communiste — a été inférieure à sa tâche. — MAURICE CHAMBELAND.

RECTIFICATION INDISPENSABLE

Dans mon article du 1^{er} janvier, sur le Congrès de l'Eclairage, j'avais rapporté ces paroles du camarade Maure :

« Je vais vous dire, déclare Maure, secrétaire fédéral sortant, ce que c'est que la direction unique. Un jour, mandaté par la C. G. T. U., je me rends à Valenciennes. Je trouve le secrétaire de l'Union locale. Il me demande : « Tu es du « Parti » ? Sur ma réponse négative, il s'exclame : « Comment ! le Parti tolère encore qu'un secrétaire de Fédération de la C. G. T. U. ne soit pas membre du Parti ? »

Ce n'était pas le secrétaire de l'Union locale, mais du Syndicat local de l'Eclairage qui avait tenu ces propos. Il n'est que juste de rectifier l'erreur involontaire que j'avais commise.

Mais ces propos gardent toute leur saveur et toute leur valeur. — M. CH.

EN MARCHÉ VERS L'UNITÉ !

Le bel exemple de Châlons-sur-Marne

Après le bel exemple d'unité donné par les Syndicats du Livre confédérés et unitaires de la Haute-Savoie, signalé la quinzaine dernière, enregistrons aujourd'hui celui de l'Union locale mixte des Syndicats de Châlons-sur-Marne.

Dans la déclaration suivante, les militants des divers syndicats qui composent cette Union locale mixte exposent comment ils sont parvenus à réaliser un véritable « morceau d'unité ».

De cette déclaration, il faut retenir particulièrement deux points : 1° avec de la volonté et de la ténacité tous les obstacles à l'unité peuvent être surmontés; 2° l'unité est résolue ou bien près de l'être dès que les syndiqués confédérés condamnent le syndicalisme de collaboration de classe et dès que les syndiqués unitaires condamnent le syndicalisme de parti.

L'exemple de Châlons-sur-Marne, on le voit, illustre à merveille la conception de l'unité que la Ligue Syndicaliste s'efforce de répandre.



En février 1925, les deux Syndicats de Cheminots de Châlons-sur-Marne, confédéré et unitaire, formaient un Comité mixte sur des bases précises, qui prévoyait les réunions obligatoirement communes, la présence obligatoire du secrétaire d'un Syndicat aux réunions du Comité de l'autre Syndicat, l'interdiction d'accepter les transfuges de l'un ou de l'autre Syndicat, la distribution de l'organe corporatif des confédérés aux unitaires, et réciproquement.

Les résultats en furent excellents. Des délégués confédérés assistèrent à des Congrès d'Union départementale, d'Union de Réseau et de Fédération unitaires. Ils y prirent même la parole, et revinrent tous enchantés de leurs délégations. Tous, car ils furent différents pour chacun des Congrès et désignés par l'ensemble des adhérents unitaires et confédérés.

Après les cheminots, toutes les autres corporations.

Peu de temps après, en avril 1925, élargissant cette union purement corporative, nous avons créé à Châlons entre la totalité des Syndicats de toutes corporations, unitaires et confédérés, non plus un simple Comité mixte, mais une Union locale mixte, organisme parfaitement viable, et parfaitement vivant, puisqu'il existe toujours.

— « Organisme irrégulier », nous ont dit les Organisations centrales, et contraire aux statuts confédéraux.

D'accord, avons-nous répondu, mais la grande irrégularité actuelle est surtout l'existence de deux C. G. T. et, auprès de celle-ci, la nôtre est bien peu de chose.

Nous décidions que le secrétaire de cette Union serait toujours un confédéré et qu'il recevrait toutes les communications et toute la correspondance émanant de l'une et l'autre des deux C. G. T. et de leurs organismes subalternes. Le trésorier de-

vait toujours être un unitaire, commandant et distribuant les timbres des deux C. G. T.

Interdiction de créer de nouveaux syndicats s'il en existe déjà d'une tendance, création en commun de nouveaux syndicats dans les corporations non-organisées, réunions communes, autant que possible avec des orateurs des deux tendances.

Enfin, nous complétons notre regroupement des forces ouvrières par l'adhésion à notre Union locale de l'ensemble des syndicats locaux appartenant à la Fédération des Fonctionnaires, qui prenaient en même temps leur place au bureau.

L'effet ne se fit point attendre. Outre une recrudescence dans les adhésions, et la création de syndicats nouveaux, notre force reconstituée incita la municipalité à nous accorder ce qu'elle n'avait jamais voulu nous donner jusque-là : salles de permanence et grande salle de réunion dont nous sommes les seuls occupants et dont nous disposons à notre gré. De plus, la subvention de la Ville était, d'un seul coup, quintuplée, et nous permettait d'intensifier notre propagande.

Les difficultés rencontrées.

Nous ne prétendons pas que cela se fit sans difficultés. Locales d'abord, avec des oppositions provenant de camarades de l'une et l'autre tendances, reste des querelles non encore éteintes. Régionales ensuite, avec les critiques des localités voisines où la lutte entre prolétaires (et surtout les militants) remplace la lutte en commun contre le patronat. Centrales enfin, car notre initiative, s'ajoutant à d'autres ou risquant d'en entraîner d'autres, empêchait la tranquille digestion de ceux qui se sont installés dans la scission, comme rats en fromage.

Nous reçûmes des railleries, des blâmes, des ultimatum. Un peu partout on annonçait la prompte faillite de cette expérience. *L'Union est plus forte que jamais*, les résistances régionales s'usent, l'exemple de Châlons est cité dans maintes assemblées générales, et les syndiqués du rang commencent à s'étonner de voir que ce que nous avons réussi ici ne puisse se réaliser chez eux.

Nous ne pouvons cacher, puisque nous recherchons la vérité et les moyens de réussir, que la plus grosse opposition nous vint des organisations centrales confédérées.

Le conflit ne fut jamais, jusqu'ici, porté à l'état aigu, à cause de la volonté unanime manifestée par les confédérés de Châlons, et contre laquelle on n'osa pas se heurter de front.

Les principes de l'Union.

De quelle façon poursuivons-nous le but que nous nous sommes assignés, et qui n'est rien moins que la reconstitution de l'Unité ?

Par une propagande intensive qui porte, non seulement sur les organisations semblables à la nôtre (syndicats ou unions locales), mais aussi sur les organismes supérieurs : Unions départementales ou régionales, Fédérations, les deux C. G. T.

Nous nous efforçons d'assister ou d'envoyer des délégations à toutes les réunions de la région. Nous désignons pour les Congrès des délégués qui ont charge de présenter et de défendre notre point de vue, d'essayer de créer des Comités mixtes ou des conférences en commun.

Reconnaissons que nous n'avons pas encore de majorités, mais, sans fausse modestie, proclamons que nous avons constaté partout l'extension de nos minorités, que nous avons recueilli des sympathies qui seront demain des forces agissantes et que nous

avons commencé à user les mauvaises volontés qui ne se sentent plus suffisamment soutenues.

Et comment avons-nous obtenu ces résultats ? A quel motif attribuons-nous la parfaite entente, sans nuages, qui règne ici entre militants des deux tendances ?

Nous croyons pouvoir expliquer ainsi les résultats obtenus ici :

Les syndiqués confédérés et leurs militants, dans leur presque unanimité, condamnent formellement le syndicalisme de collaboration de classe pratiqué par leur C. G. T.

Les syndiqués unitaires et leurs militants, dans leur presque unanimité, condamnent formellement le syndicalisme de parti vers lequel semble incliner actuellement, leur C. G. T. U.

Et nous sommes persuadés que si le même état d'esprit se généralisait le problème de l'unité serait résolu ou bien près de l'être.

LAGNIEL, secrétaire de l'Union locale mixte, secrétaire des Ouvriers d'arts et métiers confédérés ;

COUSIN, secrétaire adjoint de l'Union locale, Cheminots unitaires ;

MONTAGNAC, secrétaire adjoint de l'Union locale, délégué des Fonctionnaires ;

MODE, trésorier de l'U. L., Ouvriers P. T. T. unitaires ;

COLLARD, trésorier adjoint, Cheminots confédérés ;

BOURGOIN, secrétaire du Syndicat des Cheminots unitaires ;

PETROD, secrétaire du Livre unitaire ;

Mlle ROBINET, secrétaire du Syndicat unitaire des Astiles ;

MOEHEL, secrétaire du Syndicat des P. T. T. unitaires ;

DUMAS, Conseiller fédéral, Cheminots unitaires ;

BERLOT, secrétaire de propagande, Cheminots unitaires ;

VIDY, secrétaire du Syndicat des Agents des P. T. T. confédérés ;

MARCELLIER, secrétaire du Syndicat du Livre confédéré ;

BOUVET, secrétaire du Syndicat de l'Eclairage confédéré ;

PIERRET, secrétaire du Syndicat des Tramways confédérés.

A PROPOS DU S. O. I.

Quand des organisations syndicales comme la C. G. T. U. ou comme l'Union des Syndicats de la région parisienne confient à des organismes extérieurs le soin de recueillir les souscriptions pour les grèves, on devrait penser qu'elles se sont assurées toutes garanties sur ces organismes.

Ce n'est pas le cas pourtant pour le S. O. I. qui fut chargé de recueillir les souscriptions pour les mineurs anglais et pour les grèves en cours.

Ignorait-on à la C. G. T. U. les critiques formulées contre la gestion du S. O. I. par les militants de base de la région parisienne du S. O. I. lui-même ?

C'est invraisemblable, puisque toutes les sections parisiennes du S. O. I. ont eu à en connaître. C'est d'autant plus invraisemblable que la Commission exécutive de la région parisienne, dans une résolution assez récente, déclarait « qu'il ressort du silence opposé aux diverses demandes de la région parisienne que le Comité central du S. O. I. n'entend rendre aucun compte de sa gestion, qu'il entend se maintenir sans aucun contrôle... »

Le Congrès de l'Union des Syndicats de la région parisienne aurait été, on le voit, mieux inspiré en adoptant la nomination d'une Commission d'enquête demandée par Nicolas qu'en applaudissant le discours du secrétaire du Comité central du S. O. I.

A travers les Livres

P. BESSAND-MASSENET : *L'Attaque de Grenelle*. — *Les Communistes en 1796*. (Collection *Récits d'Autrefois*, Hachette, édit.).

Si nous avons, il y a quelques mois, signalé la valeur du petit ouvrage sur les *Journées de Juin 1848*, nous devons aujourd'hui dénoncer la pauvreté et le parti pris de ce nouveau récit de la même collection inégale. L'auteur, qui prétend déshonorer les communistes de 1796, ne va certes pas gagner sur leurs corps ses galons de bon historien.

Si vous avez la pieuse ferveur d'aller trouver au faubourg les compagnons de Babeuf, c'est bien simple, ne cherchez pas tant parmi les rues étroites du vieux Paris : ouvrez seulement la porte des marchands de vin. Vous les y verrez boire et boire encore, à tout propos, inlassablement. C'est dans la fumée de leurs pipes que monte le rêve de Babeuf. L'idée vous vient même de compter combien de fois, dans tout l'ouvrage, ils lèvent le coude : cela pour bien vous persuader que pas un moment ce livre ne se fait prendre au sérieux.

Il prétend être un récit, c'est-à-dire la relation émouvante d'un drame vécu, mais l'attention n'est pas prise, c'est froid, du mauvais cinéma moins le mouvement, une juxtaposition d'épisodes mal enchaînés. Mauvais choix d'abord de l'événement qui veut servir de pivot et qui donne son titre à l'ouvrage. Car l'attaque du Camp de Grenelle, piège tendu par la police du Directoire aux révolutionnaires soucieux de gagner les troupes, apparaît trop clairement comme une lamentable aventure truquée, un triste appendice du complot avorté des Egaux. Le livre lui-même sent la police et ce n'est certes pas l'une de ces intuitions généreuses, l'un de ces élans de sympathie qui sont pour un historien des habiletés de bon aloi, que d'avoir organisé un récit autour de la personne du mouchard Grisel et de l'avoir farci de ragots policiers non contrôlés.

C'est le choix d'une trame aussi molle, aussi peu attachante, qui est la cause que tout apparaît sur le même plan. Du diable si le récit vous aide à bien séparer dans votre esprit, chacun avec ses hommes et ses idées, le groupe des babouvistes de celui des derniers Montagnards qui, sans adopter tout le programme de Babeuf, furent de sa conspiration ! Vous confondez les doctrines tournées en ridicule, sans compréhension ni respect, vous brouillez les hommes, énergumènes falots qui ne vivent pas. Tout se mélange, tout se revêt de grisaille dans ce fade récit qui ne remue jamais, qui non seulement manque de probité historique dans la présentation des faits, mais encore est dépourvu du moindre agrément de narration.

Ce qui peut-être empêchera le livre de nuire, si telle en était, comme nous le croyons, l'intention. — A. RICHARD.

SCOTT NEARING : *The British General Strike*. (New-York, Vanguard Press.)

Le nombre des publications, livres et brochures, concernant la grève générale britannique est déjà considérable et il faut s'en féliciter car il devient ainsi possible d'étudier sous tous ses aspects un événement considérable qui est loin d'avoir développé encore toutes ses conséquences.

Parmi ces publications, le petit livre de Scott Nearing est un des plus utiles. Le récit de la grève elle-même est en effet précédé d'une étude d'ensemble de la situation présente de l'Empire britannique et du mouvement ouvrier britannique. De plus, il donne, en appendice, les documents essentiels : l'ordre de grève, l'éditorial du *Daily Mail* « Pour le Roi et pour la patrie » que les linotypistes refusèrent de composer — ce qui devait mettre le feu aux poudres, — l'appel du gouvernement, un plan de campagne pour la conduite locale de la grève, le récit de la grève dans un secteur, des fac-similés de bulletin de grève, etc. Toutes choses précieuses et qui permettent de pénétrer au cœur de la grève elle-même.

Une introduction écrite par Ellen Wilkinson qui, durant les « neuf jours » a parcouru diverses régions

du pays en qualité de délégué de l'organisation centrale, apporte, de son côté, des précisions fort utiles sur l'état d'esprit des ouvriers. On y trouve souligné le fait, fort encourageant, que l'organisation locale, surgie spontanément et sans la moindre aide du centre, se montra pleinement à la hauteur de sa tâche. — A. ROSMER

ETIENNE BURNET : *La Porte du Sauveur*. (Rieder, édit.)

Il y a quelques années, le D^r Burnet, sous-directeur de l'Institut Pasteur de Tunis, donnait un roman, *Loïn des Icônes*, qui avait pour sujet les Russes wrangéliens, immigrés en Tunisie. Aujourd'hui, après un voyage en Russie, il publie *La Porte du Sauveur*, roman sur les bourgeois russes restés en Russie.

L'affabulation en est simple : une jeune fille russe qui a quitté la Russie dès avant la guerre, y retourne, appelée par son père, ingénieur d'ancien régime rallié aux Soviets. Ce sont les impressions de cette bourgeoise restée très russe et transplantée d'un seul coup dans la Russie nouvelle, c'est ce qu'elle apprend et ce qu'elle voit de la situation de ses parents, de ses amis, pendant et depuis la Révolution, leur rancœur ou leur résignation, qui nous sont décrits par M. Burnet. Il le fait selon sa manière habituelle, par petites touches successives, avec un souci marqué du détail, de l'exactitude, qui décèle le bactériologiste.

L'impression d'ensemble qui se dégage de ce roman, c'est que le bourgeois russe est maintenant tout à fait rallié au régime soviétique, il a trouvé à s'y caser : l'ingénieur continue à construire des ponts, le vifvreur à s'occuper de courses; la seule différence, c'est que ce dernier, au lieu de faire courir pour son compte, dirige désormais une écurie de nepman. Aussi ne comprend-on pas très bien le dénouement : l'héroïne ayant obtenu une entrevue du Procureur général pour demander la grâce de son frère, communiste de la onzième heure accusé de concussion, se livre à des voies de fait contre le Procureur, est déportée en Sibérie, et meurt en tentant de s'évader. C'est sans doute seulement le désir d'avoir un épisode dramatique qui a poussé l'auteur à imaginer pareille conclusion. Celle-ci semblerait en effet signifier qu'il y a impossibilité pour l'ancienne Russie de s'adapter à la nouvelle, alors que tout le corps du livre montre le contraire.

Ajoutons que s'il est en revanche aisé de comprendre, étant donné sa position sociale, et sans doute aussi certaines relations de famille, qu'il est plus facile à M. Burnet d'étudier la bourgeoisie que les autres classes, et que c'est la raison pour laquelle il prend toujours des bourgeois comme sujets de ses études sur les Russes, on ne peut que le regretter. Le bourgeois n'est jamais très intéressant, il l'est encore moins quand il est russe, maintenant que la Révolution a passé par là. Que pensent, que sentent, l'ouvrier russe, le paysan russe ? C'est là le seul point qui importe. — R. L.

Nous avons reçu :

Pistrak : *Les Problèmes fondamentaux de l'École du Travail*. Préface de Van de Moortel. Prix : 5 fr. (Edition de l'Internationale de l'Enseignement.)

L. Romier : *Nation et Civilisation*. Prix : 12 fr (Kra, édit.)

Les Conditions de vie des ouvriers dans les pays à change déprécié. Prix : 12 fr. (Edit. du Bureau International du Travail.)

Les Problèmes généraux de l'Assurance sociale. Prix : 9 fr. (Edit. du B. I. T.)

Les Méthodes d'enquête sur les budgets familiaux. Prix : 6 fr. (Edit. du B. I. T.)

L'EXPOSITION des INDÉPENDANTS

La 38^e Exposition annuelle de la Société des Artistes Indépendants s'est ouverte, au Grand Palais, le 21 janvier, et durera jusqu'au 27 février inclus.

FAITS ET DOCUMENTS

Les Faits de la quinzaine

MARDI 11 JANVIER. — Le socialiste Bouisson est élu président de la Chambre.

— Réunion du Comité central élargi du Parti communiste.

JEUDI 13. — Grèves momentanées des chargeurs des Postes dans les gares de Paris.

— Manifestation des chômeurs de Rouen.

— Le Conseil de l'Internationale Syndicale d'Amsterdam repousse une proposition de conférence avec les Syndicats russes.

VENDREDI 14. — La Chambre ajourne le débat sur le chômage.

SAMEDI 15. — Les chômeurs manifestent à Paris, dans le 20^e arrondissement et à Amiens.

LUNDI 17. — Manifestations à Paris des chômeurs de la Métallurgie et de l'Industrie hôtelière.

— Le Comité militaire interallié repousse les propositions allemandes.

Roumanie : Arrestation du secrétaire des Syndicats révolutionnaires.

MARDI 18. — *Angleterre* : Une escadre de croiseurs part pour la Chine.

JEUDI 20. — Fermeture des usines d'automobiles Donnet.

Chine : Grève générale et nombreux incidents à Shanghai.

Angleterre : Conférence des Comités exécutifs des Trade-Unions.

VENDREDI 21. — Six assemblées de chômeurs parisiens. — Débat à la Chambre sur le chômage.

Mexique : Le conflit avec l'Amérique sera soumis à l'arbitrage.

SAMEDI 22. — Congrès de la XX^e Union régionale unitaire.

— Les conjurés catalans et le mouchard Garibaldi sont condamnés en correctionnelle.

— Arrestation à Nice d'un agent provocateur fasciste.

DIMANCHE 23. — Congrès de front unique à Valenciennes.

Angleterre : Quatre bataillons reçoivent l'ordre de partir pour la Chine.

Colombie : 50 grévistes des pétroles tués par la police.

LUNDI 24. — La direction de la C. G. T. italienne annonce son transfert à l'étranger.

...Mussolini fut recherché par les agrariens justement parce qu'il avait nettement pris position en faveur de la guerre, qui fut la grande et inoubliable bienfaitrice des agrariens italiens !

Après Bologne, c'est la guerre civile de 1921-1922 : entre le mouvement ouvrier et socialiste — préalablement désarmé par la loi ! — et le fascisme, soutenu et armé (littéralement : *armé* !) par le gouvernement.

Dans cette tâche « gouvernementale », M. Giolitti commença, M. Facta continua. Et c'est à retenir que, non à la veille de la marche sur Rome, mais presque trois mois auparavant, M. Facta atteignait déjà le record du ridicule tragique, en nous annonçant — lui, le président du Conseil — qu'il n'était pas à même d'empêcher les fascistes de s'emparer de Livourne, de Gênes et de Milan, par la force de bandes réunies et armées avec la complicité du gouvernement !

...Après les élections d'avril 1924, après l'assassinat de Matteotti et après l'Aventin, le gouvernement fasciste alla encore plus rondement dans le remaniement réactionnaire des lois politiques et financières, en arrivant (juin 1925) à rétablir le droit de douane sur le blé et les farines.

Et c'est ainsi, par des réductions d'impôts qui se vérifièrent... en plus, tout aussi bien avant qu'après, que les agrariens reçurent un *cadeau de quatre milliards de lires* à la suite de la majoration des prix du blé, dont la récolte allait se faire immédiatement, et des farines qui attendaient les acheteurs dans les entrepôts.

...Ce sont bien les agrariens qui ont gagné le plus dans le régime fasciste : non seulement à la suite de la politique fiscale et douanière, mais peut-être encore plus par la réduction violente du traitement de la main-d'œuvre paysanne. C'est par milliards que l'on doit chiffrer l'augmentation du revenu des propriétaires fonciers. Et s'il se pourra que les industriels en arrivent à n'être plus des soutiens très fidèles du fascisme, celui-ci trouvera toujours des défenseurs parmi les propriétaires fonciers et les grands fermiers.

Envisageant les perspectives de résurrection du mouvement ouvrier italien, Modigliani prévoit que c'est dans les syndicats que se reformera l'armée ouvrière :

...Mon opinion est — je tiens à le répéter en toute occasion — qu'on ne doit pas se récrier ou se décourager si on voit cette armée plutôt dans les syndicats que dans les partis politiques. D'où qu'elle vienne, c'est autour d'elle que se grouperont les forces de la résurrection nationale.

Notons encore l'image par laquelle Modigliani conclut sa conférence :

Les proscrits italiens, malgré les persécutions, les otages, le domicile forcé, ont décidé d'emprunter aux Juifs la formule ancestrale de leur salut, et de s'aborder par ces mots : « L'année prochaine à Rome ! »

Le fascisme et les agrariens.

A propos d'une conférence qu'il avait faite sur le fascisme, et dont la *Vie Socialiste* avait publié le compte rendu, le député italien Modigliani a adressé à cet organe une lettre (15 janvier) contenant d'intéressantes précisions sur les origines et sur le rôle du fascisme :

Ce n'est pas après Bologne (octobre 1920) que les agrariens cherchèrent Mussolini et s'en assurèrent la solidarité de renégat. Tout porte à croire, au contraire, que Mussolini en sait, sur l'assaut du palais municipal de Bologne, beaucoup plus long... qu'il ne serait disposé à confesser.

Un des assassins de Matteotti (et ce n'est pas par un pur hasard que Mussolini protège ce criminel d'une façon marquée !) a fait des révélations qui mettent directement en cause le Duce lui-même comme organisateur du guet-apens dans lequel tombèrent si lourdement les extrémistes rouges de Bologne. Et les révélations de ce criminel sont à retenir, même si elles ne méritent pas une confiance sans réserves.

Les cheminots confédérés et l'unité.

C'est par la Fédération des Cheminots que la scission commença. Si l'unité pouvait se refaire de ce côté, ce serait bon signe. Mais on n'en est pas encore là, comme le montrent les exclusions prononcées par le Syndicat confédéré des Cheminots de Dunkerque.

Le manifeste suivant, dont la presse a parlé, exprime le point de vue de la Fédération confédérée des Cheminots sur l'unité. Reproduisons-le à titre documentaire, en faisant remarquer que si la Fédération confédérée dénonce hardiment les fautes de ses adversaires, elle n'est pas encore résignée à confesser les siennes et n'est point guérie de la collaboration de classe :

La Fédération Confédérée proclame qu'elle n'a jamais cessé de désirer ardemment la fin d'une scission criminelle du mouvement ouvrier et qu'elle appelle de tous ses vœux le moment où toutes les forces

ouvrières du rail seront groupées à nouveau, comme en 1917, dans une organisation unique.

Elle déclare que, pour cette raison, elle s'est toujours refusée et se refuse encore à accepter la formation de comités mixtes ou de front unique, qui ne peuvent apparaître que comme la consécration de l'état de scission.

Résolue à œuvrer inlassablement pour réaliser l'unité dans les chemins de fer, elle proclame que la sauvegarde des intérêts corporatifs et sociaux des cheminots réside dans l'unité organique reconstituée et que cette unité est possible dès demain, si les parties en cause, n'ayant en vue que l'existence et l'avenir du syndicalisme, se mettent d'accord sur les conditions dans lesquelles il doit vivre et se développer, et lui apportent les garanties indispensables à son existence.

I. — La Fédération Confédérée estime que le syndicalisme groupant tous les salariés pour la défense de leurs intérêts communs, quelles que soient leurs opinions politiques, philosophiques ou religieuses, doit rester en dehors des luttes qui peuvent s'engager entre partis ou sectes et auxquelles tout citoyen, même syndiqué, a la possibilité de participer individuellement, en dehors du syndicat, suivant ses propres conceptions. Il se doit d'affirmer et d'assurer sa complète indépendance vis-à-vis de tous les partis politiques, sectes, groupements, etc., qui lui sont extérieurs.

Il entend, d'autre part, être le seul maître de ses destinées, déterminer lui-même sa propre doctrine, ses formes de lutte contre le patronat, ses moyens d'action, ses méthodes de propagande.

Comme conséquence, il ne saurait tolérer la moindre ingérence extérieure dans ses propres affaires, ni les manœuvres de quiconque — parti ou individu — tendant à la domestication du mouvement ouvrier.

II. — La Fédération Confédérée précise que le syndicalisme ne saurait être à la disposition d'un parti politique — quel qu'il soit — pour servir ses fins, mais qu'au contraire c'est aux partis qui se réclament de la classe ouvrière à suivre les décisions prises librement dans ses assemblées régulières.

III. — Il est donc indispensable que les partisans de l'Unité, pour assurer l'avenir du syndicalisme, s'engagent à condamner, à répudier, toute tentative d'un parti d'organiser des fractions syndicales recevant la mission d'imposer ses propres thèses aux organisations syndicales soit en réunissant, par exemple, à la veille des Congrès, comme cela s'est fait notamment pour les cheminots du Nord et de l'Etat, les délégués en vue de leur donner des instructions sur les votes à émettre dans les questions discutées par lesdits Congrès, soit, d'autre part, en poussant les syndiqués dans des mouvements de grève générale comme celui du 12 octobre 1925.

IV. — Pour donner autorité aux principes ci-dessus auxquels aucun syndicaliste de bonne foi ne saurait ne pas souscrire, la Fédération Confédérée estime indispensable qu'ils soient inclus dans une déclaration en tête des statuts régissant l'organisation unifiée.

V. — L'opinion des syndiqués formant la base de l'organisation ouvrière, elle doit être exprimée, sous forme de consultation générale, chaque fois que se pose un problème engageant l'avenir des syndicats.

VI. — Enfin, ces divers points établis, la Fédération Confédérée considère que dans l'organisation unifiée il ne saurait être toléré que des injures et calomnies soient colportées contre les militants responsables placés à la tête des différents organismes par la confiance de leurs commettants et que les statuts doivent prévoir que ceux qui se livreraient à une telle besogne désorganisatrice s'excluraient d'eux-mêmes, automatiquement, de l'organisation ouvrière.

La Fédération expose ci-dessus sa pensée nettement, sans équivoque. Elle attend que ceux qui se réclament chaque jour de l'unité contre elle, manifestent avec la même clarté leur opinion sur les points précis exposés et ne continuent pas à se réfugier dans la formule vraiment trop simpliste que l'Unité doit se faire sans conditions.

La seule garantie du maintien de l'Unité dans l'avenir est justement d'établir, avant et pour sa réalisation, les principes qui constitueront, pour tous, une charte inviolable.

Jouhaux et l'immigration.

A quels projets de Jouhaux relatifs à l'immigration, Monatte faisait-il allusion dans son Carnet de la quinzaine dernière ?

Nous ne pouvons mieux répondre à cette question, qui nous a été posée de différents côtés, qu'en rappelant les déclarations faites par Jouhaux au Congrès de l'Eclairage confédéré, et publiées dans le *Peuple* du 4 septembre 1926 :

En prévision de la crise, certaines mesures s'imposent à l'intérieur du pays. Pour un peu plus de cinq millions de travailleurs français, il existe deux millions cinq cent mille ouvriers étrangers.

On ne peut refouler en bloc ces producteurs vers leurs nations d'origine. Mais des conversations diplomatiques s'imposent en vue du retour possible chez eux des travailleurs appelés en France, souvent pour des fins moins que louables.

Mais ce qui est possible, c'est de demander aux travailleurs indigènes — ils sont un million en France — de mettre à profit les capacités certaines acquises ici pour mettre en valeur leurs pays d'origine. A la condition, toutefois, de doter ces hommes du statut social auquel ils ont droit de prétendre.

L'utilisation des produits coloniaux permettrait, d'autre part, de réduire sensiblement la somme des importations.

ENTRE NOUS

Il reste peu de place pour parler de notre cuisine intérieure. Pourtant, nous aurions voulu répondre aux remarques très diverses qui nous ont été faites sur la nouvelle forme de la *R. P.* Si tout le monde paraît enchanté de recevoir chaque quinzaine, et à jour fixe, un numéro, tout le monde aussi s'est plaint du tirage défectueux du numéro du 1^{er} janvier et beaucoup ont regretté l'absence de la couverture.

Nous avons déploré vraiment que notre nouvelle série s'inaugurât par un tel premier numéro. Le deuxième, heureusement était mieux. Les autres le seront aussi, l'assurance nous en a été donnée. Présenter au lecteur une publication mal tirée équivaut à inviter quelqu'un à boire dans un verre mal lavé.

« N'y aurait-il pas moyen de donner à la *R. P.* une chemise, même en tissu léger ? nous écrit Giauffret. Nous faisons pauvres ainsi. Et les prolétaires n'aiment plus les purotins ! »

Bien sûr, la chemise ne serait pas du luxe, même un meilleur papier, de même encore, quelques pages de rallonge !

Mais tout cela est subordonné à nos ressources. Et celles-ci sont subordonnées à l'augmentation des abonnés et de la vente au numéro. Et cette progression est subordonnée à l'activité de nos amis.

Vous faire un appel général équivaut, paraît-il, à ne parler à personne en particulier. Chacun se dit : « Ce n'est pas pour moi ! » Mais si, c'est pour vous, pour chacun de vous. Dites-nous vite, dès cette semaine, ce que vous avez fait autour de vous pour la *R. P.* et ce que vous comptez faire : pressions à indiquer, abonnements à recueillir, numéros à vendre, dépôts à établir.

Le gérant : V. GODONNÈCHE.

Paris. — Imp. Nouvelle (Ass. ouv.), 11, rue Cadet.
Téléphone Gut. 30-79.

J. Amléar, directeur. — 203-1-27.

